



Assemblée générale

Distr. générale
27 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa soixantième session, 2-6 mai 2011

N° 7/2011 (Égypte)

Communication adressée au Gouvernement le 22 décembre 2010

Concernant: Mahmoud Abdelsamad Kassem (ci-après M. Kassem)

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. D'après la source, le 6 avril 2009 M. Kassem, un ouvrier du bâtiment âgé de 35 ans, a été arrêté à son domicile par des agents de la section d'Al Marej du Service de la sûreté de l'État (SSI). Selon la source, aucun mandat d'arrestation n'a été présenté à M. Kassem.

4. La source indique que M. Kassem a été conduit dans les locaux du SSI à Nasr, où il a été maintenu en détention pendant près de cinquante jours et aurait été torturé à plusieurs reprises. D'après la source la torture visait à lui arracher des renseignements sur ses liens présumés avec un groupe terroriste.

5. D'après la source, M. Kassem a ensuite été transféré à la prison d'Abou Zabal, où il est toujours incarcéré.

6. La source affirme que M. Kassem avait contesté son internement administratif devant la Cour suprême de sûreté de l'État, conformément à la loi d'urgence.

7. Le 13 juillet 2010, la Cour suprême de sûreté de l'État a ordonné la libération de M. Kassem. Le 8 août 2010, elle a confirmé sa décision à la suite de l'appel interjeté par le Ministre de l'intérieur. Cependant, à ce jour, la décision ordonnant la remise en liberté de M. Kassem n'a toujours pas été exécutée par les autorités.

8. La source affirme que, au lieu de libérer M. Kassem, le Ministère de l'intérieur l'a transféré à un autre endroit avant de prendre un nouvel arrêté d'internement administratif.

9. La source estime que l'arrestation de M. Kassem ne repose sur aucun fondement légal. Elle affirme en particulier que M. Kassem a été arrêté et placé en détention sans mandat judiciaire et qu'il n'a pas été informé des raisons justifiant son arrestation et sa détention.

10. La source invoque l'article 41 de la Constitution de l'Égypte, qui dispose que «la liberté personnelle est un droit naturel, qui est inviolable. Sauf dans les cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté, fouillé, détenu ou être d'une quelconque façon privé de sa liberté ou empêché de se déplacer librement si ce n'est en vertu d'un ordre exigé par les besoins de l'enquête et la sauvegarde de la sécurité publique. Cet ordre sera délivré par le juge compétent ou le parquet général, conformément aux dispositions de la loi.».

11. La source fait valoir que M. Kassem est détenu en violation du paragraphe 2 de l'article 9 et du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En particulier, elle affirme que M. Kassem n'a pas bénéficié d'un procès équitable. Il n'a pas été informé des charges retenues contre lui ni au moment de son arrestation ni par la suite.

Réponse du Gouvernement

12. Dans une lettre datée du 22 décembre 2010, le Groupe de travail a adressé au Gouvernement un résumé de l'affaire et lui a demandé de lui faire parvenir tout renseignement qu'il souhaitait apporter en réponse aux allégations. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu dans le délai de quatre-vingt-dix jours, fixé au paragraphe 15 de ses Méthodes de travail, aux allégations qui lui ont été transmises. Le Gouvernement n'a pas non plus demandé dans les quatre-vingt-dix jours un report du délai.

13. Conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail, le Groupe de travail peut faire droit à une demande de prolongation du délai soumise à temps. Or dans la présente affaire, le Groupe de travail note que la demande de report du délai pour la réponse a été reçue le 4 mai 2011, c'est-à-dire longtemps après l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours. Dans ces conditions, et bien qu'il soit reconnaissant au Gouvernement de sa coopération, le Groupe de travail considère qu'il ne peut pas tarder davantage à rendre son avis.

Délibération

14. Bien que le Gouvernement ne lui ait pas transmis de renseignements, le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre son avis sur la détention de M. Kassem conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail.

15. Comme il l'a indiqué au paragraphe 19 de l'avis n° 21/2007, ainsi qu'à d'autres occasions (voir par exemple l'avis n° 5/2005, par. 19, ainsi que la décision n° 45/1995, par. 6, et la décision n° 61/1993, par. 6), le Groupe de travail considère que maintenir une personne en internement administratif alors que sa libération a été ordonnée par le tribunal compétent pour exercer le contrôle de la légalité de la détention rend arbitraire la privation de liberté.

16. Le Groupe de travail réaffirme que, dans de tels cas, aucun fondement légal ne peut être invoqué pour justifier la détention, et encore moins un ordre administratif rendu pour passer outre à une décision de justice ordonnant la libération.

17. Dans la présente affaire, alors qu'un tribunal avait ordonné, le 13 juillet 2010, la libération de M. Kassem, celui-ci est toujours en détention. Comme il est indiqué plus haut, le Groupe de travail considère que maintenir une personne en détention alors que sa libération a été ordonnée par un tribunal compétent rend arbitraire la privation de liberté. La détention arbitraire constitue une violation de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'affaire relève donc de la catégorie I des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

18. Depuis son arrestation le 6 avril 2009, M. Kassem n'a pas été inculqué ni jugé. De l'avis du Groupe de travail, en raison de ces faits constitutifs d'une atteinte au droit à un procès équitable, consacré par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'affaire relève également de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Avis et recommandations

19. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Kassem est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

20. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement égyptien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Kassem de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

21. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à libérer M. Kassem et à rendre effectif le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 4 mai 2011]
